

Le budget—M. Nystrom

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Je ne vois pas ce qui amuse tant le premier ministre, mais peut-être voudra-t-il bien me le dire.

M. Trudeau: C'est l'image mentale que vous évoquez.

M. Stanfield: Ce n'est pas ça l'important. Le monde est aujourd'hui comme le pont d'un de ces vieux navires dont les nombreux canons sont arrimés à l'aide d'une corde très fragile et qui sont prêts à partir à la débandade si quelqu'un coupe la corde. J'ai le regret de dire que personne ne prend les mesures qui s'imposent pour attacher solidement les canons.

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Le premier ministre rit.

M. Trudeau: Je ris de la métaphore.

M. Stanfield: C'est une très bonne métaphore et si le premier ministre veut y songer quelques instants, il en conviendra certainement.

Notre ministre des Finances se promène dans le monde en tonnant comme un canon, du moins si l'on compare son débit de paroles au mien, et nous ne l'avons pas encore entendu proposer une seule façon constructive d'attacher solidement ces canons et son exposé budgétaire de lundi soir ne contenait rien à ce sujet.

La politique économique internationale du gouvernement semble ressembler à sa politique intérieure; elle est imbécile, craintive, illogique et malhonnête.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le gouvernement a reçu le mandat de gouverner et de diriger le pays, mais que nous offre-t-il? Il provoque un conflit à l'intérieur de notre propre pays; il divise le Canada, met en danger l'exploitation de sources futures d'énergie pour les Canadiens et parle d'un consensus tout en suscitant un affrontement. Il n'essaie pas de s'attaquer à l'inflation. Bien sûr, il a donné quelques avertissements, mais ce qui ressort surtout du budget, c'est un coup d'encensoir. Comme nous sommes chanceux! Si seulement les dirigeants d'autres pays pouvaient seulement gouverner aussi bien que le gouvernement du Canada!

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Rien dans le budget n'incite les Canadiens à s'attaquer à un ennemi mortel capable de nous détruire. Rien dans le budget n'encourage les Canadiens à accepter des sacrifices provisoires, à accepter la modération afin d'avoir raison de l'inflation. Le budget ne demande certes pas aux Canadiens de prendre les armes contre l'inflation. Il présente un plan de bataille contre les provinces, mais assurément pas contre l'inflation.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Par conséquent, monsieur l'Orateur, je propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner):

Que tous les mots après «Que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

«la Chambre condamne le Budget parce qu'il néglige d'engager une action concertée contre l'inflation domestique tout en proposant du même coup des mesures qui compromettent l'unité nationale».

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je désire tout d'abord féliciter le chef de l'opposition (M. Stanfield) pour ce qui m'a semblé un magnifique

[M. Stanfield.]

discours, et vous signaler à vous, ainsi qu'à la Chambre, que nous sommes d'accord avec lui sur la question constitutionnelle. Il l'a exposée de façon excellente et fort concise, et j'estime que le budget fédéral présenté lundi constitue un abus de confiance à l'égard des provinces productrices de pétrole du pays, ce dont le gouvernement se repentira chèrement plus tard.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Permettez-moi d'ajouter qu'il en va de même en ce qui concerne les paiements de péréquation à la province de Saskatchewan. Le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Turner) s'étaient engagés envers notre province à ne pas en modifier le chiffre si elle adhérait à l'accord intervenu en mars dernier sur le pétrole. Or ce n'est pas là ce qu'on constate au budget présenté lundi dernier.

Ce budget de lundi dernier m'a paru tout à fait typique de la conception libérale classique de l'économie, telle qu'on l'exposait au XIX^e siècle. On aurait presque pu voir Gladstone au lieu du ministre des Finances présenter le budget le soir du 18 novembre ou peut-être encore le spectre de Ben Benson tirant sur sa pipe alors qu'il ébauchait les politiques économiques de ce pays. Voilà ce que me rappelait le budget, en ma qualité de membre du Nouveau parti démocratique.

● (1600)

En ce qui me concerne, c'est un budget de riches. Il ne propose rien de neuf pour améliorer le sort des citoyens à revenus moyens ou faibles. Presque toutes les mesures du budget avantageront ceux qui ont de l'argent. Presque toutes sont régressives. Elles s'inspirent toutes de la bonne vieille théorie libérale du suintement. On amorce la pompe par le haut et on y déverse des flots d'argent sur les riches et les compagnies dans l'espoir qu'il en suintera un peu jusqu'à ceux qui se trouvent au fond du tas et qui réussissent à vivre parce qu'ils travaillent. C'est une théorie que notre parti rejette. Pour nous, cette théorie au Canada restera toujours sans résultats.

Une étude des propositions du budget, révèle que presque toutes les mesures répondent à cette théorie. Il y a le régime enregistré d'épargne-logement et l'exemption de la première tranche de \$1,000 de revenus d'intérêts qui est maintenant élargi aux dividendes ou à un ensemble de dividendes et d'intérêts. Il y a la première tranche de \$1,000 de pensions supplémentaires autre que les pensions que touchent tous les Canadiens. Il y a une nouvelle disposition pour exempter le revenu servant à la construction d'un immeuble d'appartements. Toutes ces propositions avantagent les riches et les nantis du pays beaucoup plus que le citoyen ordinaire que nous représentons. Il en va de même pour les sociétés.

Le ministre a encore une fois prévu à leur intention toutes sortes de petites douceurs. Il y a l'extension de la disposition d'amortissement rapide qui devait être supprimée à la fin de cette année. Cette extension est indéfinie et le ministre ne nous a toujours pas présenté le rapport qu'il nous avait promis à ce sujet. La disposition prévoyant un amortissement pour fins d'exploration de 100 p. 100 pour les compagnies pétrolières avec une surcharge de 10 p. 100 qui ne s'applique à presque aucune compagnie du pays, ainsi que le dégrèvement d'impôt de 5 p. 100 offert aux compagnies pétrolières s'ajoutent aux avantages déjà considérables qu'au fil des ans notre pays a accordé aux sociétés à même les goussets des contribuables.